

CRISE ET FRONTALIERS

Zorro dans la bergerie

Raymond Klein

Les frontaliers font-ils les frais des mesures anti-crise luxembourgeoises ? Le premier ministre, interpellé à ce sujet par les syndicats, a réagi avec agressivité.

Fin juillet, l'OGBL avait critiqué le remplacement des allocations familiales dont bénéficiaient les étudiant-e-s par un nouveau système de bourses. Le syndicat y voit une deuxième mesure gouvernementale - après l'introduction des chèques-service - « qui vise à faire des économies aux dépens des frontaliers ».

La réaction de Jean-Claude Juncker à cette critique et au lancement d'une campagne avec pétition et manifestant ne s'est pas faite attendre : mardi dernier, il a mis en garde les syndicats qu'ils risquaient de lancer un débat dangereux et malsain. Et de chiffrer le coût de certaines autres dépenses de l'Etat bénéficiant aux frontalières et frontaliers, sous-entendant qu'ils auraient doublement tort de se plaindre : d'abord parce qu'ils ne seraient pas lésés, ensuite parce que ce sujet risquerait de fâcher les autochtones... En ces temps de crise, Zorro joue-t-il la carte du nationalisme luxembourgeois ou fait-il simplement entendre la voix de la raison ?

Clairement, ce qui a déclenché la mobilisation syndicale en constitue le motif le moins convaincant. La suppression des allocations familiales au-dessus de 18 ans peut être interprétée comme la disparition d'un régime de faveur : face aux difficultés matérielles des jeunes de cet âge-là, d'autres mécanismes que le « Kannergeld » devraient agir. Il n'en est pas moins vrai que les étudiants résidents, au contraire des frontaliers, bénéficieront d'une compensation sous forme de bourses.

Mais c'est bien au niveau des chèques-service que la volonté d'économiser en excluant les frontaliers est nette : en effet, le remplacement de prestations en espèces, comme les allocations, par des prestations en nature, comme l'accès aux crèches, permet d'éviter « d'exporter » les bienfaits de l'Etat social luxembourgeois. Ce principe, appliqué aujourd'hui aux familles, pourrait demain être étendu aux retraité-e-s. Les syndicats ont donc raison de monter au créneau.

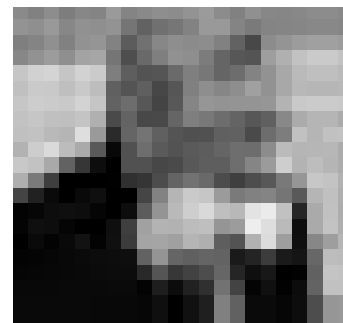


FOTO: BRIGITTE LICHTFUSS

En face, Jean-Claude Juncker essaie d'étouffer le débat en reprenant l'idée que les frontaliers, comme on entend souvent dire, « nous coûtent trop cher ». Et le premier omet de mentionner les énormes transferts directs et indirects en faveur du grand-duché qui accompagnent le recours à la main-d'œuvre frontalière.

Pourtant, Juncker a toujours été l'un des rares politiciens à tenir un discours pro-frontaliers, que ce soit dans les débats sur la cohésion sociale ou lors de la polémique pré-électorale autour du « Wunngeld », que le DP voulait verser exclusivement aux résidents. Il semblait même avoir compris l'importance de préserver les équilibres macro-économiques dans la Grande-Région, et s'est vanté à juste titre mardi d'avoir introduit un transfert des revenus fiscaux vers les communes belges limitrophes. Mais le premier ministre, tentant de contrer les syndicats, a présenté cette mesure de simple bon sens, ainsi que d'autres, qui sont juste des obligations européennes, comme de généreux cadeaux. En y ajoutant une menace à peine voilée : si vous mordez la main du bon berger, il se transformera en méchant loup.

Fin connaisseur des mentalités luxembourgeoises et tacticien habile, Juncker a senti que l'opposition entre frontaliers et luxembourgeois était une faiblesse des syndicats qu'il pourrait exploiter lors de la prochaine tripartite en automne. Une polémique à ce sujet nuirait en effet à l'image de rassembleur qu'a su se donner notamment l'OGBL. Ce qu'oublie celui qui aime à se représenter comme homme d'Etat et grand stratège : une telle polémique serait certainement désastreuse pour l'avenir des relations grand-régionales, et par là pour la prospérité future du Luxembourg.

NEWS

NEWS

Menschenrechte: Ein Schlag ins Wasser für Luxemburg S. 3

REGARDS

Pharmacies: Effets secondaires p. 4

Politéscht Buch: Klandestin unter „Clandestinos“ S. 6

Ausstellung: Erlebte (T-)Raumerfahrung S. 8

Ruanda: Der Präsident lässt die Straßen fegen S. 10

(Coverbild: Pieter Baert / Flickr)